



Tous droits réservés

DROIT PROCÉDURE PÉNALE

Séance 11 - Le déroulement du jugement

I.	La saisine de la juridiction de jugement.....	2
A)	Le tribunal de police et du tribunal correctionnel	2
B)	La saisine de la Cour d'assises	2
II.	L'audience et les débats.....	3
A)	L'audience devant le tribunal correctionnel.....	3
B)	L'audience devant le tribunal de police	4
C)	La procédure devant la Cour d'assises.....	5
1)	Avant l'ouverture de l'audience	6
2)	Le déroulement des débats.....	6

I. La saisine de la juridiction de jugement

A) Le tribunal de police et du tribunal correctionnel

Le tribunal de police et le tribunal correctionnel peuvent être saisi (**art.531 à 533 CPP**) :

- **Par renvoi** fait par la juridiction d'instruction.
- **Par comparution** volontaire des parties à la suite d'un avertissement fait par le ministère public (**art.389 al2 et 532 CPP**).
- **Par citation** directement au prévenu et à la personne civilement responsable de l'infraction (**art.390 et 531 CPP**).
- **Par convocation en justice**, sur instruction du procureur de la République soit par greffier ou OPJ ou APJ soit si le prévenu est détenu par le chef d'établissement pénitentiaire (**art.533 et 390-1 CPP**).

En plus, le tribunal correctionnel peut être saisi :

- Par convocation par procès-verbal (**art.393 et 394 CPP**)
- Par la comparution immédiate (**art.395 et s. CPP**).
- Par comparution différée (**art.397-1-1 CPP**).

B) La saisine de la Cour d'assises



Attention : L'instruction est impérative en matière criminelle.

Elle est saisie par ordonnance de renvoi de la juridiction d'instruction : **ordonnance de mise en accusation**.

II. L'audience et les débats

A) L'audience devant le tribunal correctionnel

La procédure publique et contradictoire (art.400 et s. CPP).

Les audiences sont publiques, hormis si la publicité des débats présente un danger pour l'ordre (**art.400 CPP**). Dans ce cas, les débats ont lieu à huis clos.

L'intégralité des débats se fait à **oral**, ils sont **contradictaires (art. 427 al.2 CPP)**. Chaque partie est assistée.

La victime a la possibilité de se constituer partie civile.

- le déroulement des débats :

Le président dirige les débats (**art.401 CPP**).

Les débats à l'audience comportent une **instruction définitive**, en ce sens on trouve un examen et un affrontement des preuves (**art.427 CPP**).

- Réquisitoires et plaidoiries :

Après l'instruction, c'est l'avocat de la partie civile qui a la parole (**art.460 CPP**).

Puis, le ministère public fait son réquisitoire (**art. 458 CPP**). Le défendeur du prévenu expose sa plaidoirie. Le prévenu a toujours la parole en dernier (**art. 460 al.2 CPP**).

- Le jugement :

Le jugement se fait soit à l'issue des débats, soit à une date ultérieure. Il est lu en public.

- L'ordonnance pénale

Elle peut être utilisée pour tous les délits inscrits à l'**article 398-1**.

La récidive n'est pas exclue de la procédure de l'ordonnance pénale depuis **la loi du 23 mars 2019**.

Le ministère public doit communiquer le dossier de la poursuite, accompagné des réquisitions au président du tribunal correctionnel. Le magistrat statue sans délai, à moins qu'il estime que soit nécessaire un débat contradictoire (**art. 495-1 al2**). Dans ce cas, il renvoie le dossier au ministère public qui aura recours à la procédure ordinaire (**art.495-1 al3 CPP**).

Le ministre public ne peut recourir à la **procédure simplifiée** qu'à certaines conditions (**art.495-1 CPP**).

L'ordonnance motivée, sera transmise au ministère public puis mis à la connaissance du prévenu et de la partie civile, lesquels ont la possibilité de former opposition dans un délai de 10 jours pour le ministère public et de 45 jours pour le prévenu et la partie civile.



Pour aller plus loin : La **loi du 23 mars 2019** a permis le prononcé de peine alternative par ordonnance pénale (travail d'intérêt général, jour-amende, etc).

- Amende forfaitaire délictuelle :

Elle ne peut pas être mise en œuvre que lorsque le prévenu est mineur et si plusieurs infractions, dont l'une au moins ne peut donner lieu à une amende forfaitaire, ont été constatées simultanément (**art. 495-17 al.2**).

Le montant d'une amende forfaitaire délictuelle fixée par la loi : **1^{er} alinéa de l'article 131-13 CP**. Le paiement de l'amende forfaitaire éteint l'action publique.

B) L'audience devant le tribunal de police

Les dispositions sont les mêmes que pour le tribunal correctionnel concernant :

- Comparution et représentation du prévenu ;
- Publicité, oralité et la contradiction des débats ;
- Lecture de l'acte de saisine ;
- L'instruction définitive et discussion des parties ;
- Le jugement : la clôture des débats, le délibéré, la motivation, le prononcé d'une amende en matière contravention ;
- Indemnisation de la personne poursuivie en cas de non-lieu ;
- Comparution et représentation du prévenu et de la personne responsable civilement, jugement par défaut et opposition.



À retenir : « Lorsque la contravention poursuivie n'est passible que d'une peine d'amende, le prévenu peut se faire représenter par un avocat ou par un fondé de procureur spéciale » (**art. 544 al.2 CPP**).

b) les procédures simplifiées

- **L'ordonnance pénale contraventionnelle.** Seulement devant le tribunal de police, pour les contraventions prévues par le Code du travail ou si le prévenu auteur d'une contravention de 5^e classe était mineur.

- **L'amende forfaitaire contraventionnelle :**



Définition : C'est le paiement d'une amende forfaitaire pour un certain nombre d'infraction (**art. 524 et s. CPP**).

La procédure éteint l'action publique. À défaut de paiement ou d'une requête présentée dans le délai de 4 jours, l'amende forfaitaire est majorée de plein droit.

C) La procédure devant la Cour d'assises

1) Avant l'ouverture de l'audience

La cour d'assises est saisie par une ordonnance ou un arrêt de mise en accusation.

Si l'accusé est détenu : le président de la cour d'assises ou un des assesseurs interroge l'intéressé dans les plus brefs délais après son arrivée à la maison d'arrêt du lieu où se tiennent les assises.

S'il ne se présente pas à l'audience, le président de la cour d'assises peut, par décision motivée, délivrer un mandat d'arrêt (sauf, motifs légitimes d'excuse).

2) Le déroulement des débats

En principe, les débats sont publics.

Les débats ont lieu oralement.

Le débat a un caractère formaliste assoupli par un pouvoir discrétionnaire accordé au président qui peut lui permettre de prendre toutes les mesures qui lui paraissent utiles pour découvrir la vérité (**art.310 CPP**).

Lors de l'ouverture de l'audience, diverses formalités se succèdent :

- Comparution obligatoire de l'accusé ;
- Identité par l'accusé ;
- Désignation des jurés ;
- Appel et isolement des témoins ;
- Lecture de l'arrêt de renvoi ;
- Rappel des faits.

Durant les débats, le président peut présenter à l'accusé des pièces à conviction et recevoir ses observations. Les témoins déposent dans l'ordre établi par le président, même s'ils n'ont pas déposé à l'instruction ou n'ont pas été assignés. Les témoins déposent oralement.

Les témoins prêtent serment (**art.331 al2 CPP**).

La partie civile et son avocat sont entendus avant les réquisitions du ministère public (**art.346 CPP**). Ils peuvent répliquer après ces réquisitions et la plaidoirie de la défense, mais l'accusé ou son avocat auront toujours la parole en dernier.

« Le président déclare les débats terminés » (**art.347 CPP**). Il ordonne que le dossier de la procédure soit déposé entre les mains du greffier de la Cour d'assises, mais il conserve la décision de renvoi. En cas d'appel, l'arrêt rendu par la cour d'assises ayant statué en premier et en dernier ressort ainsi que la feuille de motivation qui l'accompagne (**art.347 CPP**).

Le président donne lecture des questions auxquelles la cour et le jury ont à répondre (**art. 348 CPP**). Avant que la cour d'assises ne se retire, le président donne lecture de l'instruction prévue à l'**article 353 CPP** relative à l'intime conviction.

La cour et le jury délibèrent puis votent par bulletins écrits et par scrutins distincts et successifs, sur le fait principal d'abord et s'il y a lieu sur les causes d'irresponsabilité pénale sur chacune des circonstances aggravantes sur les questions subsidiaires et sur chacun des faits constituant une cause légale d'exemption ou de diminution de la peine.

La motivation de l'arrêt est obligatoire (**art.365-1 CPP**). L'arrêt de la Cour d'assises est toujours prononcé en **audience publique** (**art. 306 CPP**).